LES DIRIGEANTS PALESTINIENS CHOISISSENT la captivité

Dépourvue de stratégie, l'Autorité palestinienne est revenue à son rôle de sous-traitant de l'occupation. Heureusement, la source la plus riche du pouvoir palestinien se trouve dans son peuple.

par Amjad Iraqi, membre du groupe de réflexion Al-Shabaka

Le 19 novembre, le *Middle East Institute* a accueilli la première partie d'une série de webinaires intitulée «L'avenir de la politique palestinienne sous une administration Biden». Malgré un débat animé entre les principaux penseurs palestiniens, il apparut clairement en quelques minutes à quoi ressemblerait cet avenir.

Dès l'allocution d'ouverture, la nouvelle a été annoncée que l'Autorité palestinienne avait décidé de reprendre la coordination civile et sécuritaire avec Israël, que le Président Mahmoud Abbas avait suspendue en mai pour protester contre les projets d'annexion par Israël de certaines parties de la Cisjordanie occupée. Affirmant avoir reçu l'assurance qu'Israël adhérerait à leurs accords, le ministre des Affaires civiles de l'Autorité palestinienne, Hussein al-Sheikh, a salué cette décision comme «une victoire pour notre peuple palestinien».

L'ironie de la nouvelle n'a pas échappé aux participants au webinaire, qui ont montré leur consternation alors qu'elle leur était annoncée. De façon tragique, la M*ouqata'a*[1] a justifié en temps réel les critiques des orateurs contre les dirigeants palestiniens. Comme l'a prévu l'analyste du *Crisis Group*, Tareq Baconi, le soulagement de l'Autorité palestinienne devant la victoire électorale de Joe Biden a «ravivé sa confiance mal placée dans les États-Unis pour créer un État», l'obligeant à revenir aux accords d'Oslo afin de s'attirer les faveurs de la nouvelle administration. Ce «geste tourné vers l'extérieur», a noté Baconi, se ferait probablement au détriment des efforts visant à unir les factions palestiniennes divisées –qui se rencontraient au Caire le même jour pour de nouvelles discussions de réconciliation.

Comme prévu, Israël et ses partisans ont salué la décision de l'Autorité palestinienne comme la rectification sensée d'une politique malavisée. Des observateurs bien intentionnés l'ont même accueillie comme une tactique nécessaire pour survivre et pour alléger les difficultés des familles palestiniennes. Quiconque serait tenté de faire écho à cette approbation devrait toutefois retenir ses applaudissements. Pour le dire crûment, ce qui est loué en ce moment, c'est le retour de l'esclave auprès de son maître, tout en croyant pouvoir se frayer un chemin vers la liberté sous la menace d'un fouet. Malgré la prétention fantaisiste d'une «victoire», la seule chose que les Palestiniens peuvent négocier, ce sont les conditions de leur captivité.